



Swiss Info Letter no. 21 / mars 2006

Table des matières

- [Les recommandations de l'OCDE pour favoriser la croissance en 2006](#)
- [Réunion ministérielle donne une nouvelle impulsion au programme OCDE-pays MENA pour l'investissement](#)
- [Les négociations commerciales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement : comprendre les enjeux](#)
- [La multifonctionnalité dans l'agriculture : quel rôle pour le secteur privé ?](#)
- [Politique de la concurrence : rapport sur la mise en œuvre des ententes injustifiables](#)
- [Nouvelle étude de l'OCDE sur les dépenses publiques de santé](#)
- [Application de la TVA aux échanges transfrontaliers : l'OCDE lance une réflexion de fond](#)
- [Nouvelle édition du Manuel d'Oslo : comment interpréter l'innovation](#)
- [Coopération pour le développement : Rapport 2005 du CAD](#)
- [Publications récentes l'OCDE](#)
- [Votre «abonnement» à Swiss OECD Info](#)

Les recommandations de l'OCDE pour favoriser la croissance en 2006

La nouvelle étude [Objectif croissance 2006](#), présentée début février, fait le point sur les questions de politique structurelle dans les pays de l'OCDE. Cette publication présente des analyses spécifiques pour chaque pays et mesure l'efficacité des politiques gouvernementales en matière de marchés du travail, de réglementation des entreprises, de santé, d'éducation et d'innovation technologique. Lors de la présentation de l'étude, l'économiste en chef de l'OCDE, Monsieur Cotis, a souligné l'importance de la libéralisation des marchés pour favoriser l'innovation et la croissance. Les différences de taux de croissance entre les grands pays continentaux européens (Allemagne, France, Italie) et l'espace économique anglo-saxon sont dues principalement à une trop stricte réglementation du marché du travail dans les pays fondateurs de l'UE. Une libéralisation du marché du travail stimulerait la demande de travail et favoriserait l'ouverture du marché à de nouveaux services. De nombreux chômeurs pourraient ainsi retrouver un travail, en particulier les personnes les moins qualifiées. Quant à la [Suisse](#), l'étude recommande notamment de poursuivre la libéralisation des services, d'abaisser les barrières sur le marché des télécommunications, de réduire les subventions agricoles, de consolider l'assurance invalidité et de réformer le système de santé. [Table des matières](#)

Réunion ministérielle donne une nouvelle impulsion au programme OCDE-pays MENA pour l'investissement

Les efforts engagés par les pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) pour stimuler l'investissement viennent d'être affirmés lors d'une réunion ministérielle organisée en Jordanie dans le cadre du [Programme OCDE-MENA pour l'investissement](#). Dans une [Déclaration](#) commune, les ministres et hauts fonctionnaires représentant les pays de la région MENA ont identifié les principes et les bonnes pratiques visant à favoriser l'investissement. Ils ont notamment pris acte de la nécessité de veiller à la transparence et à la prévisibilité des politiques, lois, réglementations, pratiques administratives et statistiques nationales ayant une incidence sur l'investissement intérieur et étranger. L'investissement privé a été identifié comme l'un des principaux moteurs du dynamisme économique auquel aspirent les pays de la région MENA. Pour absorber l'afflux attendu d'ici 2020 de demandeurs d'emploi sur le marché du travail, on calcule qu'entre 80 et 100 millions d'emplois devront être créés au cours des 15 années à venir dans la région MENA.

Par ailleurs, suite à l'adoption du Consensus de Monterrey en 2002, qui souligne le rôle déterminant que peut jouer l'investissement privé dans la réalisation des objectifs de développement, l'OCDE a lancé une nouvelle initiative de dimension mondiale visant à mobiliser l'investissement privé au service du développement : le [Cadre d'action pour l'investissement](#), dont le projet de texte a été soumis au commentaires du public en janvier 2006 et qui devrait être finalisé avant la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres (23 et 24 mai 2006). [Table des matières](#)

Les négociations commerciales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement : comprendre les enjeux

Les avantages économiques offerts par l'ouverture progressive des marchés ont profité à de nombreux pays, notamment aux pays en voie de développement. Comment le développement peut-il rester au cœur des discussions menées dans le cadre du programme de Doha qui préconise une plus grande ouverture des marchés agricoles, des biens industriels et des services? Quels pays sont les mieux placés pour tirer profit de l'ouverture des marchés agricoles et de la diminution des aides gouvernementales? Comment les pays en voie de développement peuvent-ils saisir les nouvelles opportunités commerciales? Quelles seraient les conséquences d'une ouverture substantielle du marché des services? L'OCDE offre d'intéressantes pistes à ces questions sur un [site regroupant les travaux récents](#) sur le développement, l'agriculture, les services et l'environnement dans le cadre du Programme de Doha. [Table des matières](#)

La multifonctionnalité dans l'agriculture : quel rôle pour le secteur privé ?

L'OCDE travaille depuis quelques années sur la multifonctionnalité dans l'agriculture et, à ce titre, déjà élaboré des orientations à l'intention des pouvoirs publics. Cette [nouvelle étude](#) s'inscrit dans ces travaux, et vise à identifier des situations où les approches non gouvernementales traitant des externalités positives (p. ex. conservation du paysage et de la biodiversité) et négatives (p. ex. pollution) de l'agriculture pourraient s'avérer plus efficaces que l'intervention directe des pouvoirs publics. Basé sur l'analyse approfondie d'une

douzaine de cas dans les pays OCDE, ce rapport donne des éclairages sur le potentiel des solutions non gouvernementales, telles que le développement des mécanismes de marché ou la promotion des transactions privées, à constituer de meilleures réponses alternatives dans certains cas. [▼ Table des matières](#)

Politique de la concurrence : rapport sur la mise en œuvre des ententes injustifiables

L'OCDE a lancé en 1998 un programme de lutte contre les ententes injustifiables. Cette publication est le [troisième rapport d'ensemble du Comité de la concurrence concernant la lutte engagée contre les ententes](#). Il se concentre sur quatre sujets, à savoir les progrès accomplis dans les pays membres et les pays observateurs dans la lutte contre les ententes ; la prise de conscience dans l'opinion publique des dommages causés par les ententes ; les sanctions réelles appliquées à l'encontre des ententes, y compris les sanctions contre les individus ; et la coopération internationale en la matière. [▼ Table des matières](#)

Nouvelle étude de l'OCDE sur les dépenses publiques de santé

Les dépenses publiques de santé et de soins de longue durée doubleront d'ici 2050 dans les pays de l'OCDE si les tendances actuelles se poursuivent, avertit l'Organisation dans un rapport intitulé [Projecting OECD health and long-term care expenditures: what are the main drivers?](#) En moyenne, les dépenses publiques des membres de l'OCDE devraient alors atteindre près de 13% du PIB, contre 6.7% aujourd'hui.

L'étude examine les principaux facteurs de croissance des dépenses de santé sur le long terme. Si le vieillissement de la société est le facteur principal de l'augmentation des coûts de la santé, le progrès des technologies médicales et le développement rapide des services de santé devraient encore accentuer les pressions sur les prix. Même lorsqu'une nouvelle technologie réduit les coûts de traitement, l'augmentation de la demande pour ce traitement peut faire croître la dépense.

Les projections font apparaître de grandes différences entre pays. En **Suisse**, les dépenses publiques de santé et de soins de longue durée passeraient de 7,4% du PIB en 2005 à 12,3% si les tendances actuelles se poursuivaient, et seraient contenues à 9,7% si le gouvernement limitait la hausse des coûts. Cette projection ne prend pas en compte les dépenses privées de santé qui représentent près de 4.5% du PNB pour 2005. Pour plus d'information concernant l'évolution du coût de la santé en Suisse, nous vous renvoyons à la [nouvelle étude](#) de l'Office fédéral de la statistique (OFS). [▼ Table des matières](#)

Application de la TVA aux échanges transfrontaliers : l'OCDE lance une réflexion de fond

L'élaboration de standards et de principes directeurs dans le domaine des impôts sur la consommation fait partie intégrale des attributions du Comité des affaires fiscales (CAF) de l'OCDE. Ce travail a gagné en importance, car l'absence de "règles du jeu" internationales, dans le contexte actuel de croissance rapide des échanges internationaux, notamment dans le domaine des services et des biens incorporels, peut entraîner une double imposition ou une exonération d'impôt imprévue. Sans règles internationales clairement établies et reconnues, les administrations fiscales des différents pays entrent souvent en conflit pour

l'application de l'impôt aux transactions internationales. Lors de la dernière réunion du CAF, les pays de l'OCDE ont mis à jour les [Principes directeurs pour l'application de la Taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\)](#). Ils ont notamment décidé que les services et biens incorporels qui font l'objet de transactions internationales devront être imposés conformément aux règles en vigueur dans la juridiction de consommation; et que la charge de la TVA ne doit pas peser sur les entreprises soumises à l'impôt, sauf lorsque la législation le prévoit explicitement.

La question de l'application de la TVA aux échanges transfrontaliers continuera de faire l'objet des travaux du CAF en 2006. A l'issue de cette réflexion, de nouveaux principes directeurs seront mis à disposition des gouvernements.

[Table des matières](#)

Nouvelle édition du Manuel d'Oslo : comment interpréter l'innovation

L'innovation contribue de façon significative à la croissance économique. C'est pourquoi l'OCDE attache beaucoup d'importance à formuler des recommandations spécifiques à chaque pays membre à cet égard. Avec la Suède et la Finlande, la Suisse fait partie des économies les plus innovatrices du monde. La 3^e édition du [Manuel d'Oslo : Principes directeurs pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation](#) souligne que l'innovation consiste au lancement d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, à l'introduction d'une nouvelle méthode organisationnelle ou de commercialisation, d'une meilleure organisation du lieu de travail ou des relations extérieures. L'innovation dans une économie se mesure aussi par le nombre de brevets émis et la part du PIB consacrée à la recherche. Cette publication s'intéresse notamment aux méthodes et difficultés des enquêtes quantitatives ou qualitatives afin d'appréhender le potentiel d'innovation dans chaque pays. Mais la comparaison des données collectées auprès de divers pays peut s'avérer difficile. Ainsi, certains pays émettent une multitude de brevets pour protéger une seule innovation alors qu'ailleurs un seul brevet suffit. La qualité des brevets ou licences peut également varier selon les pays.

L'économie suisse figure parmi les plus innovatrices du monde. L'index d'innovation place la Suisse en troisième position, derrière la Suède et la Finlande. Pour plus d'informations sur les principaux défis posés au système suisse d'innovation, [cliquez ici](#). [Table des matières](#)

Coopération pour le développement : Rapport 2005 du CAD

Dans son [Rapport 2005 sur la coopération pour le développement](#), le président du Comité d'Aide au Développement, M. Manning, met l'accent sur les points suivants : le volume et l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) ; les capacités de développement ; la croissance en faveur des populations pauvres et la thématique des genres.

Malgré la croissance considérable du volume de l'APD totale prévue et promise jusqu'en 2010, la plupart des pays en développement ne profiteront que d'une augmentation modeste, la réduction de la dette irakienne et nigérienne contribuant largement à gonfler les chiffres calculés par le DAC. Le rapport met aussi en garde contre le risque que certaines promesses d'APD ne se réalisent pas. D'autre part, l'amélioration de l'efficacité de l'aide continue à constituer un défi prioritaire, l'augmentation de l'aide à elle seule ne constituant pas la solution : « scaling up aid for results ». En définissant les résultats visés et en

utilisant des indicateurs appropriés, on dispose maintenant d'outils permettant de mesurer les progrès. Le chapitre 4 du rapport consacré aux [efforts et politiques des donateurs bilatéraux](#) est une source d'information utile sur l'APD des membres du CAD. L'APD de la **Suisse** a atteint quelque 1.5 milliard USD en 2004, soit 0.41% de son revenu national brut. Les principaux bénéficiaires de l'aide publique suisse sont la Serbie & Monténégro, l'Inde et la Tanzanie. Pour plus d'information sur la politique suisse d'aide au développement, nous vous invitons à consulter les site de la [DDC](#) et du [seco](#). [Table des matières](#)

Publications récentes l'OCDE

L'OCDE vient de publier une nouvelle étude sur les [dépenses publiques en Chine](#). Elle présente les défis majeurs du gouvernement chinois pour une meilleure gestion et allocation des dépenses publiques. Pour les autres publications, nous vous renvoyons au site Web de l'OCDE qui vous permet de voir en un clin d'oeil les [publications récentes de l'OCDE](#) ainsi que les [publications à paraître](#) prochainement et de les commander à l'avance. Sachez que vous pouvez bénéficier d'un rabais important pour toutes les publications commandées avant leur parution. Les collaborateurs de l'administration publique suisse peuvent s'adresser à la [Délégation suisse près l'OCDE](#) pour obtenir les meilleurs tarifs. [Table des matières](#)

Votre «abonnement» à Swiss OECD Info

Vous voici informés des dernières nouvelles de l'OCDE par notre service **Swiss OECD Info**. Vous avez, en tout temps, la possibilité de vous abonner ou de faire rayer votre nom sur notre liste de distribution par courriel à OECD.SwissInfo@eda.admin.ch. Tous les numéros précédents de la *Swiss OECD Info letter* sont disponibles sur le [site Web](#) de la Délégation suisse près l'OCDE. [Table des matières](#)